

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Brulante-actualite-de-la-lutte>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez

vous > Revue "Sortir du nucléaire" > Sortir du nucléaire n°57 > **Brûlante actualité de la lutte antinucléaire brésilienne**

27 juin 2013

Brûlante actualité de la lutte antinucléaire brésilienne

Nous avons demandé à Chico Whitaker, grande figure de l'altermondialisme, de nous brosser (en français, s'il vous plaît !) un panorama du nucléaire et de la lutte contre cette industrie au Brésil, lutte dont Chico est un des artisans.

La manipulation de l'énergie atomique a gagné du poids au Brésil dans la dynamique de la Guerre Froide, 10 ans après que les puissances mondiales sont entrées dans la course aux armements qui a suivi les bombardements de Hiroshima et de Nagasaki. Son premier "Institut de l'énergie atomique" a été créé en 1956, trois ans après le lancement du programme "Atomes pour la paix" par Eisenhower.

Ce programme était déjà une manœuvre politique, dans l'incertitude de ce qui se passerait en Union soviétique après la mort de Staline, pour réduire la bombe atomique à une arme de dissuasion mais aussi continuer à faire des recherches sur l'énergie de l'atome. Pour les militaires brésiliens cependant, dans leur prétention de faire entrer leur pays dans le club des grandes puissances, l'objectif était en fait la bombe.

Après avoir pris le pouvoir lors du coup d'État de 1964, ils ont même préparé des installations pour mener des essais nucléaires. Ceux-ci ont été fermés seulement en 1991, dix ans après la fin du régime militaire, mettant fin à l'aventure. Du rêve de la bombe, ils sont alors passés à la construction des sous-marins nucléaires - après l'achat d'un premier exemplaire à la France - et des usines de production d'électricité. Electronuclear, l'entreprise qui exploite les centrales nucléaires brésiliennes, est aujourd'hui encore présidée par un vice-amiral...

Les débuts du programme nucléaire civil

Le régime militaire n'a lancé un programme de construction de centrales électriques qu'en 1971. Le premier projet de ce programme remonte au début des années 80, dans le sud de l'État de São Paulo. Avec les arguments trompeurs de toujours (progrès, emplois) et la désinformation générale, il a gagné l'appui des politiciens locaux et d'une partie de la population, mais il y a eu un mouvement de résistance. Un des cooptés a dit à un citoyen qui s'opposait : "Ne vous inquiétez pas des effets létaux de la centrale. Un jour tout le monde devra mourir..." Ce projet toutefois n'a pas abouti.

À Angra dos Reis, ça a été différent : un réacteur de l'industriel américain Westinghouse, accusé peu avant d'avoir suborné le dictateur Marcos aux Philippines pour vendre ses vieilles machines, a commencé à fonctionner en 1983. L'équipement était cependant si précaire que ses fréquentes interruptions lui ont valu le nom de "luciole" : s'allume et s'éteint, s'allume et s'éteint...

La tentative suivante - le projet Angra II - a été plus réussie, appuyée sur un accord avec l'Allemagne, qui a ainsi contourné l'interdiction de développer sa technologie d'enrichissement d'uranium. Mais les deux centrales produisent aujourd'hui seulement 1,5 % de l'énergie électrique brésilienne. Suite aux pressions du lobby nucléaire, le gouvernement brésilien a pris la décision de construire Angra III, toujours avec le soutien allemand et en plus la participation de l'entreprise française AREVA.

Fukushima ne décourage pas le lobby nucléaire

Le projet Angra III a subi cependant un coup sévère avec l'accident de Fukushima. En ravivant la mémoire de Tchernobyl et la conscience du risque que les centrales représentent, l'accident a soulevé des doutes quant à la justesse de la décision de la construire. À la surprise générale, cependant, alors qu'on était encore sous l'impact émotionnel de l'accident, le ministre des Mines et de l'Énergie du Brésil a réaffirmé la décision de non seulement terminer Angra III mais aussi de construire quatre autres centrales dans le nord-est du pays. Et l'insolence a continué, comme en témoigne la publication dans un grand quotidien, un an plus tard, d'un article d'un haut fonctionnaire de l'entreprise qui administre les centrales brésiennes, avec cet incroyable titre : "Le Japon a montré que l'énergie nucléaire est sûre"... 1

La lutte antinucléaire s'organise !

Ce tableau avait déjà conduit des citoyens engagés dans des luttes environnementales ou "réveillés" par Fukushima à créer, par coïncidence à la même date (le 3 mai 2011), à São Paulo, la Coalition pour un Brésil libre de centrales nucléaires² et, à Rio de Janeiro, l'Articulation Antinucléaire Brésilienne³. Celle-ci a intégré tout de suite dans ses activités la question de l'extraction de l'uranium, déjà considérée par des entités participantes.

Se fondant sur les études des scientifiques brésiliens non cooptés par le lobby nucléaire, qui montraient que le Brésil avait des sources d'énergie suffisante pour ne pas avoir besoin d'énergie nucléaire, la Coalition et l'Articulation ont vite lancé conjointement une Initiative Populaire d'Amendement à la Constitution, visant à interdire de nouvelles centrales nucléaires et à démanteler les existantes.

La participation législative populaire, créée en 1988 par la Constituante, avait déjà démontré son efficacité par l'adoption de lois comme celle du Casier Propre, en 2010, contre la corruption. Avec l'inclusion de la question nucléaire dans l'ordre du jour de la prochaine Assemblée de la Conférence des Évêques du Brésil - CNBB, l'adhésion de cette entité, historiquement liée aux luttes sociales brésiennes, pourra être décisive pour le succès de l'Initiative populaire, comme cela a été le cas avec les Initiatives des lois contre la corruption.

Cet instrument de participation encourage les gens à s'informer, ce qui est important dans un cas comme le nucléaire, toujours entouré, dans le monde entier, de secret et de désinformation. Mais c'est une action à long terme, puisqu'elle exige l'adhésion au projet de loi d'au moins 1% des électeurs (un million et demi de signatures). La Coalition et l'Articulation ont donc commencé aussi à lutter directement pour l'interruption de la construction d'Angra III.

Implantés sur la plage de Itaorna, qui signifie en langue indienne locale "pierre pourrie", Angra I, II et III sont à 15 km d'une ville de 170 000 habitants. Et sont proches des deux grandes capitales brésiennes - Rio de Janeiro et São Paulo - qui, en cas d'accident, seraient facilement atteintes par des nuages radioactifs.

Déjà une victoire importante

Avec AREVA chargée de l'installation des réacteurs achetés à Siemens, le gouvernement brésilien comptait sur le financement de banques européennes, garanties par la compagnie d'assurances allemande Euler Hermes.

Quand toutefois, après Fukushima, le gouvernement allemand a décidé de mettre fin à son programme de centrales et Siemens a définitivement mis fin à ses activités nucléaires, des mouvements écologistes allemands ont mis en question le "double standard" de leur gouvernement, s'il autorisait la garantie Euler Hermes : si le nucléaire est mauvais pour les Allemands, est-il quand même bon pour les Brésiliens ? Des entités et des personnalités du Brésil et d'Europe se sont associées à cette mise en question et le Parlement allemand, qui devrait approuver l'octroi de la garantie, a décidé de reporter sa décision. Les banques qui financeraient n'ont pas été satisfaites avec les explications données par le Brésil sur la sécurité des centrales et la décision n'a pas été prise jusqu'à présent.

Sans doute ce fut une victoire de la lutte contre le nucléaire. Mais il faut encore empêcher que le gouvernement brésilien, pour couvrir le retrait des banques européennes, détourne des fonds de ses banques de développement pour Angra III, ce que le lobby nucléaire annonce déjà, avec toute son arrogance...

Plusieurs autres initiatives étaient prises, comme des caravanes vers les villes choisies pour recevoir les nouvelles centrales, semant des graines de protestation ; des manifestations dans plusieurs villes le 11 mars 2012, date du premier anniversaire de l'accident de Fukushima, proposés par le Réseau "Sortir du nucléaire", avec sa "chaîne humaine" ; la tente anti-nucléaire au Sommet des Peuples, en parallèle à la Conférence officielle de l'ONU de Rio+20, avec des témoignages de Fukushima, des conférences et des signatures sur l'initiative populaire ; l'exhibition des films sur l'énergie nucléaire par l'ONG Uranium Film Festival⁴, qui réalise des événements du même type aussi dans d'autres pays, comme récemment en Inde.

Le risque radioactif, les Brésiliens connaissent...

La catastrophe de Fukushima a rappelé toutefois aux Brésiliens un autre accident, qui a ouvert une nouvelle dimension dans leur lutte anti-nucléaire : en 1987, à Goiânia, près de Brasilia, 19 grammes de césium 137, retirés par les vendeurs de la casse d'un appareil de radiothérapie abandonné, se sont répandus dans la ville. Cette poudre hautement radioactive a tué en un mois plus de soixante personnes, en a contaminé 600 autres, dont certaines ont dû être amputées, et en a irradié plus de 6000. Et 13 500 tonnes de déchets nucléaires, avec les vêtements et les objets personnels des victimes, les outils utilisés pour la destruction de leurs maisons et des matériaux résultant de cette destruction ont été enterrés dans un dépôt à maintenir fermé pendant 180 ans. Pour couronner le tout, l'Association des victimes du césium 137, créée après l'accident, a dénoncé l'abandon des victimes par le gouvernement...

Vingt ans après cet accident une Commission de la Chambre des députés a vérifié le contrôle gouvernemental sur l'utilisation et le rejet des sources radioactives, comme celle abandonnée à Goiânia, et a constaté l'insuffisance de ce contrôle.

Le danger de la radioactivité, créé volontairement par l'homme, est plus proche de l'expérience des Brésiliens. Cela leur permet de comprendre facilement cet autre risque d'Angra, avec les éléments radioactifs qui sont dans les gaines de combustible usé, retirés des réacteurs et stockés provisoirement dans des piscines de refroidissement, sans que le gouvernement sache quelle destination finale leur donner.

L'année 2013 sera antinucléaire !

C'est pourquoi la Coalition et l'Articulation organiseront un atelier dans le prochain Forum Social Mondial en Tunisie⁵, sur le thème : les effets de la radioactivité sur les êtres humains (dispersée par les bombes atomiques, les essais nucléaires, l'exploitation minière de l'uranium, les munitions à l'uranium, les accidents dans les centrales nucléaires, les sources radioactives "pacifiques", les déchets nucléaires).⁶

L'année 2013 devra être d'intense activité pour ces deux organisations. La lutte est énorme, face à la puissance du lobby nucléaire. Mais l'espoir est encore plus grand, car elle fait partie d'une lutte mondiale pour la survie de l'humanité.

Chico Whitaker Commission Brésilienne Justice et Paix Coalition pour un Brésil libre de centrales nucléaires

Notes :

1 : Folha de São Paulo, le 19 mars 2012.

2 : www.brasilcontrausinanuclear.com.br

3 : www.antinuclearbr.blogspot.com

4 : www.uraniofestival.org

5 : www.fsm2013.org

6 : Pour plus d'informations : <https://coalizaospbrasilcontrausinanuclear.com.br>